



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 7 décembre 2009

LA PROVINCE A PEU DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉTAT DU PARC IMMOBILIER SOCIAL : LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(TORONTO) Le gouvernement ne recueille pas suffisamment de renseignements pour être en mesure de déterminer si le parc immobilier social, dont la valeur s'élève à 40 milliards de dollars, est bien entretenu ou s'il y a suffisamment de logements pour répondre aux besoins locaux, selon ce qu'indique le vérificateur général Jim McCarter dans son *Rapport annuel 2009*, publié aujourd'hui.

« Nous avons relevé un certain nombre de problèmes au sujet desquels, selon nous, le gouvernement devrait être mieux informé », a déclaré M. McCarter. « Cela est particulièrement important compte tenu des longues listes d'attente pour accéder à des logements sociaux et de l'engagement qu'a récemment pris le gouvernement de fournir plus de 600 millions de dollars aux municipalités pour des programmes de logement, existants ou nouveaux. »

À la fin de 2008, l'Ontario comptait environ 260 000 unités de logement social, regroupant 100 000 unités de logements publics et 160 000 unités de logements coopératifs et sans but lucratif. La plupart des logements sociaux ont été construits entre le milieu des années 1960 et le milieu des années 1990 dans le cadre de différents programmes relevant du gouvernement fédéral ou provincial ou de programmes exécutés conjointement par les deux ordres de gouvernement. Des logements sociaux ont aussi été construits dans les années 1980 et 1990 par des groupes communautaires.

Les logements sociaux sont financés par différents ordres de gouvernement, mais la responsabilité de l'offre des logements, ce qui comprend le fait d'administrer les listes d'attente et de s'occuper des propriétés physiques, a été déléguée par la loi aux municipalités en 2000. Néanmoins, il est dans l'intérêt à long terme de la province de surveiller la gestion et le maintien de son parc immobilier social.

Le Rapport du vérificateur fait notamment état des constatations suivantes :

- La détérioration du parc immobilier social est préoccupante pour les municipalités. Par exemple, en 2006, la Toronto Community Housing Corporation a formellement évalué l'état de ses 60 000 unités de logements et déterminé qu'ils nécessitaient des travaux de réparation immédiats s'élevant à 300 millions de dollars. Cependant, le gouvernement ne disposait pas de renseignements fiables et à jour sur la manière dont cette estimation avait été effectuée ou sur l'envergure du problème à l'échelle de la province.
- À la fin de 2008, il y avait environ 137 000 ménages inscrits sur les listes d'attente provinciales pour un logement social à l'échelle de la province. Dans de nombreuses villes, la période d'attente moyenne dépassait cinq ans – dans une municipalité, la période d'attente était de 21 ans pour toutes les catégories, sauf celle des personnes âgées.
- De nombreuses ententes de financement conclues entre le gouvernement fédéral et les fournisseurs de logements commenceront à arriver à échéance en 2015, sans aucune garantie de renouvellement.

Les municipalités continueront d'être tenues de maintenir le nombre minimal d'unités d'habitation prescrit par la loi, alors que, en l'absence d'un financement fédéral permanent, bon nombre des projets de logements sociaux pourraient ne plus être viables sur le plan financier. Le gouvernement ne disposait d'aucun plan clair pour remédier à ce problème.

-30-

Renseignements :

Jim McCarter
Vérificateur général
(416) 327-1326

Andréa Vanasse/Joel Ruimy
Communications
(416) 327-2336

Pour de plus amples renseignements et pour accéder au *Rapport annuel 2009* dans son intégralité, visitez www.auditor.on.ca
Pour obtenir des exemplaires du rapport, composez le (416) 327-2381.